

Revue de presse 1^{er} au 15 septembre 2021



Table des matières

Mission inclusion	4
L'Omnium de golf de Mission inclusion	5
Le Journal de Montréal – 2021-09-10 5	
L'Omnium de Mission Inclusion décroche 125 000\$ pour les jeunes de la rue	6
Grenier aux nouvelles – 2021-09-13 6	
Mission inclusion lève 65 000 \$ pour soutenir les communautés vulnérables du Qu	ébec
Grenier aux nouvelles – 2021-09-13	7
Lien multimédia – 2021-09-15	
Qui fait quoi – 2021-09-14	
Le Journal Outremont – 2021-09-15	
Champs d'action au Québec	q
Une maison s'offre aux itinérants	10
L'info du Nord Sainte-Agathe-des-Monts – 2021-09-0110	10
Pour en finir avec l'analphabétisme au Québec	11
Le Devoir – 2021-09-04 – p. E611	• • •
80 000 \$ pour une serre éducative à Opitciwan	14
L'Écho La Tuque – 2021-09-08 – p. 514	17
Les projets d'agriculture urbaine se multiplient dans les écoles	16
Le Devoir – 2021-09-11	10
Le frigo communautaire de Mont-Tremblant est toujours là	19
L'info du Nord Mont-Tremblant – 2021-09-1419	.0
Champs d'action à l'international	
En Inde, des femmes musulmanes "mises en vente" sur Internet : "C'est à cause d religion"	e ma 21
La Libre – 2021-09-0621	
Ces facteurs qui menacent la nutrition infantile	22
Cameroun actuel – 2021-09-0822	
Haïti: près d'un million de personnes risquent d'avoir faim cet hiver près du lie séisme	u du 23
Le Figaro – 2021-09-0923	
Burkina Faso: dans la province de la Comoé, des villages se vident en raiso l'insécurité	n de 24
rfi – 2021-09-1324	4
La FAO va accompagner le sous-secteur banane au Cameroun	26
Cameroun actuel – 2021-09-1426	20
Relance post-Covid-19 : le Nigeria se tourne vers les investisseurs internationaux	27
Le Point – 2021-09-15	

	M
Actualité à surveiller	28
Quand la philanthropie danse avec la COVID-19	29
La Presse – 2021-09-09	29



Mission inclusion



L'Omnium de golf de Mission inclusion

Le Journal de Montréal – 2021-09-10

Par: Rodger Brulotte

https://www.journaldemontreal.com/2021/09/10/lomnium-de-golf-de-mission-inclusion

Mission inclusion fêtait la 32e édition de l'Omnium de Mission inclusion au Club de golf Le Mirage à Terrebonne, avec comme invité d'honneur le Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord. L'Omnium, organisé au profit des jeunes de la rue du Québec, a récolté un montant record de 125 000 \$.

Richard Lachance, le président d'honneur, est en compagnie de Robert Trudeau, président du comité organisateur, d'André Dufour et de Marc-André Coallier, porte-parole des jeunes de la rue de Mission inclusion.

Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, est en compagnie de Richard Veenstra, DG de Mission inclusion, et de Daniel Germain, fondateur du Club des petits déjeuners.

L'implication et la générosité sont de véritables leviers pour la cause des jeunes de la rue. Jean-François Archambault, DG et fondateur de la Tablée des Chefs, est en compagnie de Robert Trudeau.

L'ancien joueur du Canadien Marcel Bonin, qui célébrait son 80e anniversaire de naissance, est entouré de Dominique Ducharme, de Michel Beaudry, d'Alex Burrows et de Lucien Deblois.

L'Omnium de Golf André Chalut a permis d'amasser la somme de 70 350 \$ au profit de la Fondation pour la Santé du Nord de Lanaudière. Le président d'honneur, Dominique Ducharme, est en compagnie d'Alexandre et Alain Chalut et de l'ancien joueur du Canadien Lucien Deblois.

Lors de la soirée du 50e anniversaire de l'Association coopérative de productions audio-visuelles (ACPAV), durant laquelle Éléphant projetait le film 15 février 1839 de Pierre Falardeau, on apercevait Sylvie Cordeau, de Québecor, Manon Leriche, veuve de Pierre Falardeau, Sylvie Drapeau, comédienne, et Dominique Dugas.



L'Omnium de Mission Inclusion décroche 125 000\$ pour les jeunes de la rue Grenier aux nouvelles – 2021-09-13

https://www.grenier.qc.ca/nouvelles/24154/lomnium-de-mission-inclusion-decroche-125-000-pour-les-jeunes-de-la-rue

Le 9 septembre dernier, Mission inclusion fêtait la 32e édition de l'Omnium de Mission inclusion au Club de golf Le Mirage à Terrebonne, avec comme invité d'honneur le Centre des jeunes de l'Escale de Montréal-Nord.

L'Omnium, organisé au profit des jeunes de la rue du Québec, a récolté un montant de 125 000 \$. Une somme record en 32 ans d'édition qui permettra à Mission inclusion de soutenir des organismes communautaires québécois, afin de prévenir l'itinérance chez les jeunes. Pour l'occasion, près de 150 personnes, dont 124 golfeurs et golfeuses, étaient au rendez-vous.

Marc-André Coallier, porte-parole des jeunes de la rue de Mission inclusion, a animé avec fougue cette journée inclusive et sportive tout en rappelant le travail exemplaire des organismes communautaires en ces temps exceptionnels.

Pour la toute première fois, Richard Lachance endossait quant à lui le rôle de président d'honneur de l'Omnium, avec à ses côtés Robert Trudeau, président du comité organisateur de l'événement.

«Quelle superbe journée! Grâce à l'effort collectif des membres de notre comité organisateur, des joueurs et des joueuses puis des commanditaires tous et toutes réunis, nous avons relevé avec succès le défi de cette journée. L'Omnium de Mission inclusion est une occasion inédite de faire la différence pour les jeunes de la rue au Québec. Merci à vous toutes et à vous tous de m'avoir fait confiance!», partage Richard Lachance, président d'honneur de l'Omnium.

À la direction de Mission inclusion figuraient aussi Richard Veenstra, directeur général de Mission inclusion, Danielle Filion, directrice des programmes du Québec, et Isabelle Morin, directrice développement et communications.

«Grâce à la mobilisation des joueurs et des joueuses, des donateurs et des donatrices, nous allons pouvoir amplifier nos programmes et faire, je l'espère, toute la différence pour les jeunes du Québec. Quelle satisfaction de réussir à se déployer pour une cause aussi noble. Merci de nous aider à aider», explique Danielle Filion, directrice des programmes du Québec.



Mission inclusion lève 65 000 \$ pour soutenir les communautés vulnérables du Québec

Grenier aux nouvelles – 2021-09-13 Lien multimédia – 2021-09-15 Qui fait quoi – 2021-09-14 Le Journal Outremont – 2021-09-15

https://www.grenier.qc.ca/nouvelles/24150/mission-inclusion-amasse-65-000-lors-la-7e-edition-de-pedalons-pour-linclusion

http://www.lienmultimedia.com/spip.php?article83473

http://www.qfq.com/article&ID=108727

Mission inclusion, le nouveau nom de L'oeuvre Léger, pourra compter sur la somme de 65 000 \$ afin de venir en aide aux communautés vulnérables du Québec.

Cet été, du 1er juin au 31 août 2021, la Fondation organisait dans tous les quartiers de Montréal la 7e édition du défi cycliste Pédalons pour l'inclusion, une activité-bénéfice ralliant les sportifs et sportives de tous niveaux. 63 cyclistes regroupés en 11 équipes ont répondu à l'appel et ont généré 349 dons, provenant à la fois du grand public et des commanditaires.

Pascale Bussières, ambassadrice de Pédalons pour l'inclusion

La talentueuse et renommée Pascale Bussières s'est prêtée avec générosité à l'exercice en invitant les citoyennes et les citoyens du Québec à pédaler à ses côtés pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des personnes vulnérables de la province.

« La crise sanitaire a fragilisé de plein fouet les familles vulnérables du Québec, alors cela m'a semblé tout naturel de répondre à l'appel et de joindre le défi Pédalons pour l'inclusion de la Fondation pour aider, à ma façon, les communautés », confie Pascale Bussières.

Des partenaires engagés pour aider les communautés vulnérables

Parmi les cyclistes inscrits au défi, des fidèles de Mission inclusion ont renouvelé leur participation pour atteindre avec brio leur objectif de collecte. En tête du peloton : Louis Roberge, président du comité organisateur de Pédalons pour l'inclusion, qui a dépassé de loin son objectif en amassant plus de 16 210 \$ et en pédalant 4300 kilomètres cet été. Une performance qui fait toute la fierté de la Fondation.

« Au quotidien, nous cherchons les meilleures stratégies possibles pour venir en aide aux communautés fragilisées, déclare Richard Veenstra, directeur général de Mission inclusion. Cette année, l'implication de Pascale Bussières et celle des bénévoles, des membres du conseil d'administration et de l'équipe de Mission inclusion ont été de véritables leviers. Grâce à cette solidarité et à la générosité des donateurs et des donatrices, nous allons pouvoir investir encore davantage de fonds dans des programmes qui feront toute la différence pour les familles du Québec. »

Pédalons pour l'inclusion



Depuis 2014, le défi cycliste Pédalons pour l'inclusion est une activité-bénéfice annuelle appréciée des sportifs et sportives de tous niveaux dont l'objectif est de cumuler des fonds pour les familles vulnérables au Québec. L'opération est une occasion unique de réaliser une activité sportive tout en soutenant une cause sociale. Le défi a réuni jusqu'ici 92 équipes – 468 participants et participantes – qui ont parcouru collectivement plus de 35 000 km. Le total des sommes amassées pour les communautés vulnérables du Québec est estimé à 385 000 \$. En raison de la pandémie, Mission inclusion a proposé une formule hybride faite de sorties réelles et / ou virtuelles.



Champs d'action au Québec



Une maison s'offre aux itinérants

L'info du Nord Sainte-Agathe-des-Monts – 2021-09-01

Par : Isabelle Houle

https://infodunordsainteagathe.ca/actualites/2021/09/01/une-maison-soffre-aux-itinerants/

La Halte chaleur qui a vu le jour à Sainte-Agathe-des-Monts a trouvé un endroit où les personnes dans le besoin pourront trouver refuge; une maison située sur le chemin Saint-Denis.

Rappelons que l'organisme a dû déménager plus d'une fois pour trouver un lieu plus adéquat à cette clientèle. Cette fois, il est installé pour un an. La maison en question est en fait la propriété de la Régie incendie des Monts (RIDM). « C'est un revirement de dernière minute. C'est la ville qui nous a trouvé l'endroit la semaine dernière. Je suis allée visiter avec le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS). C'est vraiment adapté à nos besoins. [...] Pour nous, c'est le paradis », affirme Nancy Ponton, directrice générale.

Par ailleurs, la Halte chaleur avait jusqu'à la fin du mois d'août pour déménager du 88, rue Sainte-Agathe, où des itinérants ont été accueillis durant quelques mois. « On travaille déjà sur quelque chose de permanent », confie Mme Ponton, visiblement soulagée de pouvoir tout de même assurer les services durant la prochaine année.

Rappelons-nous que depuis le début de la pandémie en 2020, l'organisme de soutien aux personnes avec des difficultés en santé mentale, L'Envolée, veut offrir un logement ou un abri aux personnes qui vivent dans la rue. La Halte chaleur a donc été aménagée d'abord dans les locaux de la FADOQ durant un moment. Le projet fait parler de lui, reçoit du soutien et deviendra éventuellement un lieu fixe et établi, si des subventions peuvent être obtenues. En attendant, Mme Ponton et son équipe peuvent assurer un confort et un soutien aux gens qui normalement, se tiendraient dans les rues sans pouvoir compter sur de l'aide ou des oreilles attentives.



Pour en finir avec l'analphabétisme au Québec

Le Devoir - 2021-09-04 - p. E6

Par : Noémie Lasalle

https://www.ledevoir.com/bis/629274/pour-en-finir-avec-l-analphabetisme-au-quebec



C'est une question sociale qui nous concerne tous, et pour cause. Lorsqu'on investit dans l'alphabétisation des enfants et des adultes, les bénéfices sont tangibles, tant pour les individus que pour la collectivité.

Pour Line Camerlain, première vice-présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), il est grand temps de mettre fin aux problèmes de littératie. «Il y a environ 2,5 millions d'analphabètes dits fonctionnels au Québec et il y a urgence d'agir, affirme-t-elle. Nous nous



situons sous la moyenne canadienne et sous celle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et cette situation engendre des coûts humains et économiques. Les problèmes de lecture et d'écriture touchent des gens de tous les âges et de tous les milieux, minent leur confiance en eux, affectent leur santé et leur employabilité. La plupart sont prestataires des programmes sociaux.» S'ensuivent l'isolement, la précarité financière et une diminution marquée de la capacité à participer pleinement à la vie citoyenne.

Comment corriger la situation ? «Tout le monde doit mettre l'épaule à la roue:les entreprises, les syndicats, les différents organismes et ministères concernés, répond Line Camerlain. Car le problème ne concerne pas seulement le ministère de l'Éducation:il implique aussi les ministères du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de la Famille, de l'Immigration, de la Culture et des Communications... Il faut agir de façon concertée en attaquant le problème sur plusieurs fronts, tant auprès des jeunes qui fréquentent l'école qu'auprès des adultes.» INTERVENIR LE PLUS TÔT POSSIBLE C'est un fait connu:il faut miser sur la littératie dès la petite enfance, détecter les problèmes au moment même où ils surviennent et intervenir en continu, tout au long du primaire et du secondaire. C'est la voie du succès pour aider les jeunes en difficulté à poursuivre leur parcours scolaire. Prévenir le décrochage pose un défi en tout temps, encore plus en période de crise sanitaire. «La pandémie a mis en lumière les inégalités sociales et les a exacerbées, remarque Brigitte Bilodeau, première vice-présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ). Même si les troubles d'apprentissage touchent toutes les classes de la société, le lien entre la pauvreté et l'analphabétisme est indéniable. Il est clair que le fait de ne pas aller en classe a causé des retards plus importants chez les enfants issus de milieux défavorisés. Lorsque les parents sont peu scolarisés ou incapables d'apporter un soutien adéquat, ces jeunes font face à plus de difficultés, même si on leur a fourni des outils technologiques.» L'ÉDUCATION DES ADULTES, LE PARENT PAUVRE DU SYSTÈME Les problèmes de littératie ne touchent pas seulement les jeunes, et la pandémie a entraîné son lot de difficultés chez les adultes. «Il a fallu insister à plusieurs reprises pour que le ministère de l'Éducation fournisse du matériel informatique à la formation générale des adultes, mentionne Brigitte Bilodeau. Or, comment une mère monoparentale qui ne dispose que d'un téléphone intelligent peut-elle suivre une formation à distance ? Sans aide, avec des enfants à la maison, c'est mission impossible.» Line Camerlain souligne que le Québec dispose d'un excellent réseau de centres d'éducation des adultes. «On assiste à de très belles réussites. Mais les adultes qui viennent terminer leur parcours scolaire ont presque toujours connu des difficultés. Elles ne disparaissent pas comme par magie.»Toutes deux s'entendent pour dire que le secteur de l'éducation des adultes, comme celui de la formation professionnelle, est le parent pauvre de notre système d'éducation. On n'y dispose pas du personnel de soutien, des orthopédagogues, des psychologues, des orienteurs, qui desservent, en nombre toutefois insuffisant, le réseau scolaire. Or, ils ont un rôle crucial en éducation, tout particulièrement lorsque se pose le défi de l'alphabétisation.

LA CLÉ DU SUCCÈS:L'ACCESSIBILITÉ Les problèmes financiers, les défis de la conciliation travail-famille-études et le manque d'accès aux transports en commun sont autant d'obstacles pour ceux qui fréquentent l'éducation aux adultes. Pour rendre les formations accessibles à tous, il faut offrir du financement (prêts et bourses), des services (garderies) et de l'accompagnement (soutien psychosocial). «Dans le cas de la formation professionnelle, c'est encore plus difficile, parce que les programmes n'offrent pas la flexibilité de s'inscrire à temps partiel», souligne Line Camerlain.

Elle ajoute que le financement des centres d'éducation des adultes est une enveloppe fermée. «En gros, cela signifie que le budget est établi en fonction de la moyenne des gens qui ont



fréquenté les centres au cours des deux dernières années. Avec la pandémie et la diminution inévitable de la fréquentation en 2020 et 2021, on peut craindre que le budget subisse une baisse importante à un moment où les besoins seront encore plus criants. »De plus, seulement 25 % des enseignants du secteur de l'éducation aux adultes ont un statut permanent. «Je comprends qu'en raison de l'enrôlement volontaire, le nombre d'étudiants peut varier, admet Brigitte Bilodeau, mais pas au point de justifier autant d'enseignants à statut précaire. La clientèle ne va pas baisser de 75 % d'une année à l'autre! Or, le lien avec l'enseignant est extrêmement important pour l'adulte qui revient chercher une formation. La stabilité du personnel est un facteur majeur de réussite, car les centres d'éducation des adultes représentent un milieu de vie pour ceux qui les fréquentent. Les liens qui se créent sont importants, non seulement pour les étudiants, mais aussi pour les enseignants. On leur demande de s'investir dans des activités parascolaires et dans la réalisation de projets qui donneront envie aux étudiants de persévérer. Ce n'est pas facile quand il n'y a pas de continuité, qu'on ne sait pas si notre contrat sera renouvelé l'année suivante ni dans quel centre on sera appelé à travailler.» DES PISTES DE SOLUTIONS Pour Line Camerlain, l'amélioration des conditions de travail - incluant le salaire - des enseignants et du personnel de soutien fait partie de l'équation. Mais c'est aussi en tissant des liens avec la communauté, notamment en impliquant d'autres organismes, qu'on peut faire avancer les choses. «Il faut aller à la rencontre des analphabètes avec l'aide des organismes communautaires, des travailleurs sociaux et des représentants de l'assurance-emploi.» Car on sait que ceux qui ont besoin d'aide hésitent souvent à en demander. «Il n'est pas facile de repérer les analphabètes, renchérit Brigitte Bilodeau. Ils ne viendront pas frapper à la porte. Nombre d'entre eux arrivent à camoufler leurs faibles compétences en littératie. C'est d'ailleurs un problème qui devrait être traité en priorité par les entreprises. »En effet, le manque criant de maind'oeuvre qualifiée, jumelé avec l'utilisation grandissante des technologies de l'information exigeant un minimum d'habiletés en lecture, en écriture et en calcul, pose un véritable défi. Les emplois évoluent continuellement en fonction des avancées technologiques, et les entreprises peuvent jouer un rôle primordial dans l'amélioration des compétences en littératie des travailleurs. La solution:leur offrir de la formation continue sur les lieux de travail, ou leur accorder du temps pour qu'ils complètent leurs connaissances dans les centres d'éducation.

Il reste que le point de départ dépend d'une volonté gouvernementale, souligne Line Camerlain. «Pourquoi pas une campagne pour sensibiliser le public aux conséquences de l'analphabétisme, comme on l'a fait avec la cigarette et l'alcool au volant ? Cela permettrait de mettre en lumière l'importance des problèmes de littératie qui touchent non seulement les analphabètes, mais aussi leur famille, leurs enfants. Cela représente bien plus de personnes qu'on ne le pense, et cela entraîne des coûts très élevés pour notre société.» Au fil des dernières années, la lutte au décrochage a donné des résultats concrets, et le nombre de diplômés collégiaux et universitaires a connu une augmentation continue. En parallèle, le pourcentage des 16 à 65 ans ayant des problèmes de littératie est passé de 53 % en 2012 à 47 % en 2020, selon une récente étude du Fonds de solidarité FTQ et de la Fondation pour l'alphabétisation. Mais il faudra voir, à la rentrée, les répercussions de la pandémie et redoubler d'efforts pour éviter que les retards accumulés depuis 2020 ne fassent régresser les statistiques. «Investir dans l'alphabétisation est plus que rentable pour les deux paliers de gouvernement, conclut Line Camerlain. Les bénéfices individuels et collectifs, pour leur part, sont inestimables.»



80 000 \$ pour une serre éducative à Opitciwan

L'Écho La Tuque – 2021-09-08 – p. 5



OPITCIWAN. Le Conseil des Atikamekw d'Optitciwan a reçu récemment une somme de 80 333\$du gouvernement du Québec pour un projet de serre éducative pour l'école secondaire Mikisiw.

C'est la députée de Laviolette-Saint-Maurice qui a procédé à l'octroi au nom de son collègue lan Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones.

Le projet consiste en la construction d'une serre pour l'école secondaire Mikisiw qui a pour but d'intéresser les élèves à faire carrière dans le domaine agroalimentaire. On y fait pousser les légumes que l'on retrouve couramment dans les potagers, de même que des fines herbes. Les jeunes sont initiés à la plantation, l'entretien, la récolte et le partage avec la communauté.

Ce projet est une suite logique d'une initiative à plus petite échelle implantée il y a deux ans à l'école secondaire Mikisiw. Il s'agit d'une serre calquée sur le modèle de la long house (capotowan), une habitation ancestrale construite à l'époque avec du bouleau et d'écorce de bouleaux, mais recouverte pour l'occasion de plastique en polyéthylène.

Depuis 2019, Ernest Awashish, agent de développement économique, travaille à rendre la communauté autosuffisante pour son approvisionnement en légumes. Cette démarche



d'autonomie permet d'avoir des produits frais à moindre coût, en plus d'amener les membres de la communauté à adopter de saines habitudes alimentaires. Le projet est réalisé en collaboration avec le Centre d'innovation sociale en agriculture du Cégep de Victoriaville (CISA), un centre collégial de transfert de technologie (CCTT). Le CISA collabore avec Opitciwan depuis 2018. Le lancement du projet a été possible avec la contribution du MAPAQ pour la réalisation d'un plan d'agriculture urbaine à Opitciwan.

Le soutien financier du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) au bénéfice du projet de Serre éducative est rendu possible grâce à l'enveloppe «Développement social» du Fonds d'initiatives autochtones III, pour un montant maximal de 51 440 \$et le volet infrastructure communautaire pour un montant maximal de 28 893 \$. Le SAA accorde aussi 2000 \$à l'organisation de la fête des récoltes.

«Je suis très heureuse que nous soutenions ce beau projet de production de légumes en serre. Les objectifs des initiateurs rejoignent exactement les nôtres: l'autonomie alimentaire et le développement économique des communautés. J'ai très hâte d'aller sur place pour revoir les citoyens d'Opitciwan et pour goûter à leurs bons légumes! Je félicite les instigateurs du projet», exprime Marie-Louise Tardif, députée de Laviolette-Saint-Maurice «Ce projet aidera le développement socioéconomique de notre communauté. En effet, l'agroalimentaire se développe rapidement chez nous et bientôt des emplois pourront être offerts à nos membres», souligne Jean-Claude Méquish, chef du Conseil de bande d'Opitciwan.(P.V.)



Les projets d'agriculture urbaine se multiplient dans les écoles

Le Devoir - 2021-09-11

Par: Martine Letarte

https://www.ledevoir.com/societe/education/630675/jardiner-a-l-ecole-pour-la-planete-la-sante-mentale-et-la-collectivite

Jardins sur les toits, serres hydroponiques, potagers : les projets d'agriculture urbaine se multiplient dans les écoles primaires et secondaires de la région métropolitaine. Et les jeunes ont beaucoup à gagner en s'impliquant dans ces projets.

Au moment où la pandémie frappait de plein fouet les adolescents, Odette Plante, enseignante des sciences au premier cycle du secondaire au collège Notre-Dame-de-Lourdes, à Longueuil, a cherché à mettre en place un projet pour les mobiliser. En plus d'intégrer des notions scientifiques, elle voulait que son initiative permette aux jeunes d'améliorer leur estime d'eux-mêmes et leur gestion du stress. C'est ainsi que lui est venue l'idée de créer une petite serre hydroponique dans l'école.

Après l'obtention du financement de la Fondation Desjardins et du Fonds de dotation Le Chapeau du collège Notre-Dame-de-Lourdes, l'équipement a été acheté, et le bouturage a commencé l'hiver dernier. Depuis, de nombreuses laitues et fines herbes ont été produites et données à Moisson Rive-Sud, une banque alimentaire de la Montérégie.

« On a vu les jeunes développer beaucoup d'habiletés, de patience et de minutie en travaillant dans la serre en groupe bulle, et c'est aussi un environnement relaxant pour eux, donc ce projet est très positif », observe Isabelle Marcotte, directrice générale du collège Notre-Dame-de-Lourdes.

La réalisation de cette serre a permis à l'enseignante de sciences de parler à ses élèves notamment de techniques de multiplication végétative, de classification des espèces, de saine alimentation, d'écoresponsabilité et de circuits courts de commercialisation. Le collège Notre-Dame-de-Lourdes continue le projet cette année et souhaite également y ajouter des fleurs afin d'aborder la floraison avec les élèves.

Plusieurs projets extérieurs

Si les pousses hydroponiques du collège Notre-Dame-de-Lourdes se cultivent toute l'année, d'autres écoles attendent la belle saison pour emmener leurs élèves à l'extérieur afin de jouer dans la terre.

Par exemple, le collège Beaubois a construit de grands bacs de bois — un pour chaque niveau du primaire et du secondaire — grâce à l'appui de la Fondation du collège Beaubois et de la Caisse Desjardins de l'Ouest-de-l'Île. Des potagers en permaculture y ont été aménagés. Cette technique vise à créer des écosystèmes qui respectent la biodiversité et permet de récolter beaucoup de fruits et de légumes sur peu d'espace. Des dizaines de kilos de pommes de terre, de courgettes et de tomates ont ainsi été produits et donnés à des organismes de charité. Dans le cadre de son plan de développement durable, le collège Beaubois a réalisé ce projet pour contribuer à former des écocitoyens, parler de saines habitudes de vie et instaurer des valeurs de coopération.



L'expérience montre que ce type de projet fonctionne tant avec les grands du secondaire qu'avec les petits du primaire. Au pensionnat Notre-Dame-des-Anges, une école maternelle et primaire de l'arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, un potager a été réalisé le printemps dernier à l'initiative de l'association des parents, en collaboration avec MicroHabitat, qui a comme mission de réduire l'insécurité alimentaire avec l'agriculture urbaine. L'entreprise a donné des ateliers virtuels sur la planification d'un potager urbain et ses bienfaits. L'une de leurs agricultrices est aussi venue chaque semaine pendant l'été, en plus des parents et des élèves, pour entretenir le potager et récolter.

« Les enfants ont vraiment bien réagi, ils prennent soin des plants de légumes et de fines herbes, ils peuvent les toucher, les sentir », se réjouit Marie-Josée Hamel, directrice générale du pensionnat Notre-Dame-des-Anges.

Le potager reviendra le printemps prochain (la cour d'école sera alors complètement refaite), et le projet est amené à évoluer. « On pense par exemple à donner davantage nos récoltes à des organismes communautaires ou à lancer un projet entrepreneurial, indique-t-elle. On définira la suite du projet tous ensemble. »

Des élèves passionnées

En matière de jardinage, le pensionnat du Saint-Nom-de-Marie est pionnier. C'est en 2014 que Martine Plessis-Bélair, enseignante de français, a eu l'idée de réaliser un jardin sur le toit du bâtiment, dans Outremont.

« J'enseignais à ce moment-là le cours environnement et monde, et j'étais responsable de l'environnement à l'école, explique-t-elle. L'un de nos pavillons était assez récent, et il faisait très chaud à l'intérieur à la fin des classes et à la rentrée. En cherchant un projet différent, j'ai eu l'idée de faire un jardin sur le toit pour combattre les îlots de chaleur. »

Avec l'expertise de l'entreprise La Shop Agricole, des bacs en géotextile ont été installés pour cultiver des légumes avec les principes de l'agriculture biologique. Les récoltes sont données à MultiCaf, un organisme de sécurité alimentaire du quartier Côte-des-Neiges. Des ruches ont aussi été installées par la coopérative Miel Montréal qui, en plus de gérer les ruches, explique aux élèves l'importance des abeilles dans la pollinisation et les dommages causés par l'utilisation de pesticides.

Photo: Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie

Le jardin aménagé sur le toit du pensionnat du Saint-Nom-de-Marie

L'engagement bénévole est prévu dans le programme d'éducation internationale, et les élèves se précipitent pour mettre la main à la terre. « Nous avons entre 60 et 80 filles par année qui s'occupent du jardin pendant l'été, en suivant un horaire par petites équipes, explique l'enseignante. Plusieurs reviennent année après année. » Elles sont accompagnées d'un enseignant bénévole et d'un agriculteur bénévole, qui est un enseignant retraité de l'école.

Martine Plessis-Bélair est d'avis que, si les adolescentes sont si nombreuses à s'investir dans ce projet, c'est parce qu'il a un sens. « Elles y investissent du temps et, en plus de voir les légumes pousser, on constate que c'est une activité qui permet de faire du bien à l'environnement et à la communauté. »



Le projet se poursuit et, cette année, le pensionnat du Saint-Nom-de-Marie a reçu une subvention de l'arrondissement d'Outremont pour acheter de nouveaux bacs en géotextile. Quant au jardin sur le toit, il va faire des petits! Dans son projet d'agrandissement en cours et qui devrait être completé pour le rentrée 2022, l'école prévoit un espace sur le toit destiné à différentes initiatives, comme un laboratoire en agriculture urbaine.



Le frigo communautaire de Mont-Tremblant est toujours là

L'info du Nord Mont-Tremblant - 2021-09-14

Par : Véronique Piché

https://infodunordtremblant.ca/actualites/2021/09/14/le-frigo-communautaire-de-mont-tremblant-est-toujours-la/

Installé à l'arrière de l'église Saint-Jovite en juin, le Frigi d'aide est pour l'heure un projet-pilote qui démontre toute son utilité, selon le Centre d'entraide La Samaritaine.

« Bienvenue au Frigi d'aide. Prendre et donner, c'est gratuit », annonce le frigo communautaire installé à l'arrière de l'église de Saint-Jovite. Cette initiative de La Samaritaine souhaite nourrir le partage et contrer le gaspillage alimentaire. (Photo L'info du Nord -Véronique Piché)

« Bienvenue au Frigi d'aide. Prendre et donner, c'est gratuit », annonce le frigo communautaire installé à l'arrière de l'église de Saint-Jovite. Cette initiative de La Samaritaine souhaite nourrir le partage et contrer le gaspillage alimentaire. (Photo L'info du Nord -Véronique Piché)

Le frigo communautaire, adossé au mur extérieur à l'arrière de l'église, est en tout temps accessible. « On le remplit tous les jours », décrit Caroline Dumouchel, directrice générale de La Samaritaine. Et l'endroit reste propre. Évidemment, les bénévoles y sont pour quelque chose. Mais Mme Dumouchel parle aussi de respect généralisé et de générosité : certains y déposent même des muffins maison.

« Vous savez, nous n'avons pas de caméras, alors c'est dur pour nous de savoir exactement qui utilise le Frigi d'aide, explique Caroline Dumouchel, mais on pense que c'est surtout une clientèle plus vulnérable, des gens qui vivent dans l'itinérance et l'instabilité. Comme on dit, ceux qui font du couch surfing. »

« On voudrait que personne n'ait faim dans notre belle région, mais ce n'est pas la réalité. » Caroline Dumouchel, directrice générale, La Samaritaine

Comme ce projet-pilote d'une durée de six mois remplit sa mission « haut la main », il est dans les intentions de La Samaritaine de le maintenir jusqu'en décembre. Par la suite, pour la saison hivernale, il faudra étudier la question notamment d'un angle pratique. « On regarde vers le printemps 2022, mais il faudra aussi voir avec la fabrique de la paroisse de Saint-Jovite, nos partenaires. Et oui, c'est possible qu'on installe d'autres frigos ailleurs dans la région, mais on aura besoin de bénévoles sur place pour en faire la gestion », conclut Mme Dumouchel.



Champs d'action à l'international



En Inde, des femmes musulmanes "mises en vente" sur Internet : "C'est à cause de ma religion"

La Libre – 2021-09-06

https://www.lalibre.be/international/asie/2021/09/06/en-inde-des-femmes-musulmanes-mise-envente-sur-internet-cest-a-cause-de-ma-religion-OUFAHBD6O5BLNNCJ5W66PGF5KA/

Journalistes, écrivaines et influenceuses : début juillet, les photos de plus de 80 femmes musulmanes ont été publiées sur une application fictive du nom de "Sulli Deals", un terme péjoratif largement utilisé par les hommes hindous de droite pour parler des femmes musulmanes. Les utilisateurs de l'application pouvaient "acheter" les femmes, dans un simulacre de vente aux enchères. Il avait fallu attendre deux mois pour que la plateforme américaine GitHub mette le site hors ligne.

"Les hommes sont menacés par les femmes qui s'affirment"

Si aucune menace explicite de violence n'a été proférée à leur encontre sur l'application factice, les femmes dont les photos ont été ainsi publiées assurent qu'il s'agissait d'une invitation aux abus. Profondément choquées et traumatisées, elles ne décolèrent pas. En effet, aucun des créateurs du site ne se trouve en détention et aucune arrestation n'a été faite. Mais ces femmes refusent d'être réduites au silence et continuent à se battre pour que justice soit faite.

Hana Mohsin Khan, pilote et féministe revendiquée faisait partie de ces femmes. Interrogée par CNN, celle-ci a déclaré savoir pourquoi elle a été prise pour cible. "C'est à cause de ma religion. Parce que je suis musulmane", a-t-elle déclaré auprès de CNN. "Les hommes sont menacés par les femmes qui s'affirment dans notre pays", a déclaré la jeune femme. "Et les femmes musulmanes qui s'expriment avec franchise représentent le plus grand niveau de menace à leurs yeux".

Une enquête en cours

Au total, quatre plaintes ont été déposées auprès de la police indienne par des victimes, des législateurs de l'opposition ainsi que des militants pour les droits des femmes. Un haut responsable de la police de Delhi a confirmé que l'unité de la cellule cybernétique indienne enquêtait sur les plaintes, sans donner plus de détails.

Selon ces femmes, les abus en ligne sont révélateurs de l'état d'esprit à l'égard des musulmans en Inde depuis l'arrivée au pouvoir en 2014 du Premier ministre Narendra Modi. Ces dernières années, les signalements de crimes haineux envers les musulmans ont augmenté. Un rapport d'Amnesty International de 2019 souligne également que les femmes politiques indiennes doivent faire face à près de deux fois plus d'abus en ligne que leurs homologues américaines et britanniques.



Ces facteurs qui menacent la nutrition infantile

Cameroun actuel - 2021-09-08

https://camerounactuel.com/ces-facteurs-qui-menacent-la-nutrition-infantile/

Ils ont été présentés le 8 septembre 2021 par Ala-mine Ousmane Mey, Ministre de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat).

Alamine Ousmane Mey, Ministre de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire et Manaouda Malachie, ministre de la Santé publique ont pris part par visioconférence le 8 septembre 2021 à New York à un panel d'échange de haut niveau, dans le cadre du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef).

Le thème choisi pour cet événement était : « Nutrition maternelle et infantile : Progrès, Défis et opportunités dans un monde en mutation ».

Au cours de ces travaux, le Cameroun a partagé avec la communauté onusienne, les succès enregistrés dans le cadre du projet dénommé « S'attaquer à la malnutrition des enfants de moins de 05 ans dans les zones affectées par les crises humanitaires au Cameroun ».

De l'exposé d'Alamine Ousmane Mey, il ressort que le Cameroun a réussi à réduire le retard de croissance des enfants de 33% en 2011 à 29% en 2018.

« Bien que cette tendance positive soit encourageante, de nouveaux défis menacent de saper les progrès réalisés » a déclaré le Minepat. Il cite les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations fréquentes et les sécheresses qui ont de plus en plus affecté la production agricole dans les régions du Nord et de l'Est, aggravant l'insécurité alimentaire et la dénutrition.

La situation dans ces régions souligne le Minepat est encore aggravée par l'instabilité et l'insécurité sous-régionales, « entraînant des déplacements internes massifs de populations et des afflux des réfugiés, dont une grande partie sont des enfants ».

Suivant Alamine Ousmane Mey, les stratégies clés pour lutter contre la sous-nutrition au Cameroun consistent notamment à tirer parti de la décentralisation pour renforcer la responsabilité locale, en collaboration avec les organisations de la société civile.

Aussi, le Minepat et ses partenaires continueront d'unir leurs forces mur répondre aux besoins nutritionnels immédiats des populations en situation d'urgence.

"Je suis convaincu que le Programme Pays de Coopération 2022-2026 entre le Gouvernement du Cameroun et l'UNICEF offre l'opportunité de renforcer notre partenariat en faveur du développement optimal et du bien-être de chaque enfant au Cameroun », renchérit Alamine Ousmane Mey.

Le gouvernement du Cameroun a donné la priorité à la nutrition dans sa Stratégie nationale de développement 2020-2030 et continu de « s'engager à un niveau élevé à travers le Comité interministériel de lutte contre la malnutrition relevant du Cabinet du Premier ministre ».



Haïti: près d'un million de personnes risquent d'avoir faim cet hiver près du lieu du séisme

Le Figaro - 2021-09-09

Par : Agence France-Presse

https://www.lefigaro.fr/flash-eco/haiti-pres-d-un-million-de-personnes-risquent-d-avoir-faim-cet-hiver-pres-du-lieu-du-seisme-20210909

Quelque 980.000 personnes vivant en Haïti dans les quatre départements les plus touchés par le séisme du 14 août risquent d'avoir faim cet hiver, a estimé jeudi l'organisation des Nations Unies chargée de l'agriculture et de l'alimentation (FAO), qui lance un appel de fonds.

Le tremblement de terre a provoqué la destruction de toute l'infrastructure permettant la production agricole et la distribution alimentaire -marchés, routes, entrepôts de stockage, laiteries, systèmes d'irrigation-, amplifiée par le passage de la tempête Grace quelques jours après le séisme. Dans le sud du pays secoué par le tremblement de terre, «environ 980.000 personnes devraient se trouver en situation d'insécurité alimentaire sévère (phase 3 ou plus sur une échelle de 5) entre septembre et février 2022, dont 320.000 en phase 4 (urgence)», indique la FAO dans un document de synthèse réalisé par quinze agences de l'ONU et des ONG internationales, faisant le point sur l'état de la sécurité alimentaire du pays. Pour le printemps (de mars à juin 2022), le nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë dans cette région devrait progresser à 991.000, indique le document.

Appel de fonds de 20 millions de dollars

L'organisme onusien souhaiterait aider les Haïtiens avant la prochaine saison agricole commençant en octobre, en distribuant des semences, du matériel agricole ou du cheptel, et en aidant à la reconstruction d'infrastructures endommagées (canaux d'irrigation, usines de transformation de fruits, laiteries, poissonneries). Pour cela, la FAO lance un appel de fonds de 20 millions de dollars, afin d'aider quelque 32.000 familles rurales parmi les plus touchées (160.000 personnes) à rétablir les infrastructures agricoles.

La FAO note que les précipitations plus basses que d'habitude entre avril et mai, ont aussi fait baisser la production agricole cette année. Haïti, déjà l'un des pays les plus pauvres du monde, avec 60% de sa population vivant sous le seuil de pauvreté, est situé sur une zone sismique. Le précédent tremblement de terre de 2010 avait tué plus de 200.000 personnes et dévasté l'économie du pays. Le tremblement de terre du 14 août dans la péninsule sud de l'île a provoqué la mort de plus de 2.200 personnes.



Burkina Faso: dans la province de la Comoé, des villages se vident en raison de l'insécurité

rfi – 2021-09-13

https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210913-burkina-faso-dans-la-province-de-la-comoé-des-villages-se-vident-en-raison-de-l-insécurité

Huit villages de la commune de Mangodara, dans la province de la Comoé, au sud-ouest du pays, à la frontière avec la Côte d'Ivoire, ont été désertés par leur population. Depuis environ une semaine des milliers de familles partent trouver refuge à Mangodara, chef-lieu de la commune ou bien de l'autre côté de la frontière. Elles fuient l'insécurité.

« En une semaine, près de 2 000 personnes sont arrivées à Mangodara », explique un notable de la ville. La plupart sont accueillies par des familles. D'autres sont hébergées dans une école. Mais selon une autorité locale, la capacité d'accueil de l'établissement est déjà saturée. « À Mangodara, nous sommes environ 10 000 habitants. Ce n'est pas facile d'accueillir tout ce monde, mais c'est la solidarité qui prévaut », poursuit le notable.

Les habitants des villages alentour fuient les violences qui se sont intensifiées depuis une dizaine de jours. Le vendredi 3 septembre, des individus armés sont entrés dans la localité de Sirakoro pour enlever un homme accusé d'être un « informateur » des autorités.

Dans la nuit du 9 au 10 septembre, à Noumoukiédougou, un volontaire pour la défense de la patrie est assassiné et sa mère blessée. « On croise des hommes armés, parfois ils prêchent dans les villages. On sait que c'est comme ça que ça a commencé dans le nord et l'est du pays », explique un habitant de la région.

Certains villageois ont préféré traverser le fleuve Comoé pour passer en Côte d'Ivoire, car « les gens ont tellement peur qu'ils n'osent plus prendre la route », conclut une autorité locale.

1,4 million de personnes déplacées

Dans un communiqué daté de lundi, l'ONG Norwegian Refugee Council (NRC) alerte sur les nouvelles violences au Burkina et leur impact sur les populations. Le pays compte 275 000 nouveaux déplacés depuis avril. En tout, ce sont désormais plus d'1,4 million de personnes qui sont déplacées dans le pays, majoritairement dans la région du Sahel, dans le nord du pays. Des déplacements de populations qui ont un fort impact sur la sécurité alimentaire des populations.

Depuis avril, on assiste à une recrudescence assez forte de la violence. Une situation très précaire pour les déplacés dans une période, dite de soudure, où les greniers sont quasiment vides. Il n'y a plus grand-chose à manger avant la prochaine récolte. Tout ceci crée un climat extrêmement précaire pour ces déplacés, qui en plus ne bénéficient pas de l'aide humanitaire adéquate.

Tom Peyre-Costa, porte-parole régional de NRC Charlotte Cosset

À l'heure actuelle, les personnes déplacées internes (PDI) sont accueillies dans 274 communes dans les 13 régions du pays. La plupart de ces personnes déplacées ont bénéficié d'une assistance alimentaire qui s'élève à 38 000 tonnes de vivres avec une priorité aux communes en proie à l'insécurité. Plus de 2 milliards de francs CFA ont été également transférés à ces PDI et



populations hôtes, selon Laurence Marshall Ilboudo, ministre de la Femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire. Afin d'avoir des chiffres fiables sur le nombre de personnes déplacées internes, le gouvernement entend mettre en place un nouveau système de comptage.

Nous allons travailler à mettre en place la carte PDI. Nous allons donner une carte à chaque chef de famille avec un code barre. En cas de mobilité, ils n'auront qu'à donner ce code barre et seront pris en charge au même titre où ils étaient. Mais il n'y aura plus de doublon sur les listes. Nous aurons des vraies livres fiables.



La FAO va accompagner le sous-secteur banane au Cameroun

Cameroun actuel - 2021-09-14

https://camerounactuel.com/la-fao-va-accompagner-le-sous-secteur-banane-au-cameroun/

Le pays a désigné cette denrée comme produit agricole spécial auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a procédé le mardi 07 septembre 2021, au lancement d'une initiative dénommée « action mondiale pour le développement durable vert des produits agricoles spéciaux, un pays, un produit ».

En raison de la crise sanitaire, le projet a été lancé par visioconférence et le Cameroun à travers son ministre délégué au ministère de l'Agriculture et du développement rural (Minader), Clémentine Ananga Messina, a représenté l'Afrique à ces travaux.

Lors de son passage aux antennes de la télévision nationale (Crtv), le ministre a expliqué que les prévisions sont moroses pour les prochaines années, en termes de sécurité alimentaire dans plusieurs pays.

Plusieurs pays peinent à atteindre leurs objectifs de développement (ODD). C'est donc une nouvelle alerte que la FAO vient de lancer, afin d'accélérer l'atteinte de ces ODD dans les pays concernés.

Pour le cas spécifique des pays africains, la FAO remarque que les zones rurales restent encore très pauvres. Selon Clémentine Ananga Messina « il s'agit des produits spécifiques spécifique à un pays qui peuvent être dans le secteur de l'agriculture, l'élevage ou des produits forestiers, qui correspondent à un biotope particulier et que le pays veut valoriser Pour notre pays, c'est la banane qui a été choisie ».

Le membre du gouvernement a également expliqué que la banane camerounaise a été choisie parce qu'elle correspond aux trois piliers de l'initiative de la FAO qui sont : la compétitivité économique, l'inclusion sociale et la soutenabilité environnementale.

L'initiative concerne aussi la transformation des systèmes agroalimentaires. Concernant ce volet, le ministre a expliqué que cette transformation repose sur plusieurs piliers, d'abord, l'augmentation de la production et de ma productivité, l'accès aux financement.

L'initiative de la FAO vise aussi à intéresser les Petites et moyennes entreprises (PME). « Nous devons mettre en place une taskforce pour, ce qui nous permettra d'avoir l'appui de la FAO afin former cette taskfo ce et la croiser avec les priorités gouvernementales et la borne gouvernance et la connexion avec les marchés » a rassuré Clémentine Ananga Messina.



Relance post-Covid-19 : le Nigeria se tourne vers les investisseurs internationaux Le Point - 2021-09-15

https://www.lepoint.fr/afrique/relance-post-covid-19-le-nigeria-se-tourne-vers-les-investisseurs-internationaux-15-09-2021-2443157 3826.php

Bonne nouvelle, le Nigeria, première puissance économique du continent, est sorti de sa deuxième récession depuis 2016 au quatrième trimestre, mais la croissance (+ 5 du PIB) est fragile. Sans parler encore d'euphorie, l'heure est quand même au satisfecit puisque ces bons résultats ne sont pas le seul fait du secteur pétrolier. En effet, au second trimestre, le secteur pétrolier s'est contracté de 12,65 % avec une production pétrolière de 1,61 million de barils par jour. Même si le pétrole et le gaz contribuent à 92,8 % du PIB. Le secteur non pétrolier a grimpé de 6,71 %. Toutefois, le financement reste une contrainte majeure pour le gouvernement qui veut rapidement lever les obstacles et atteindre ses objectifs.

Une économie encore en phase d'ajustement

Le président nigérian Muhammadu Buhari a présenté, mardi 14 septembre, au Parlement un projet de loi devant permettre d'emprunter plus de 4 milliards de dollars (plus de 700 millions d'euros) auprès d'investisseurs internationaux afin de financer des projets d'infrastructures et la lutte contre l'insécurité. Le plus peuplé des pays africains a été fortement touché par la pandémie de Covid-19 et la chute des prix du pétrole qu'elle a provoquée en 2020, alors que son économie repose principalement sur ses exportations d'or noir. Si la croissance est de retour, l'insécurité, en particulier les enlèvements et les attaques criminelles, a augmenté cette année, notamment dans le nord-ouest et le centre du pays, alors que l'inflation sur les produits de première nécessité reste particulièrement élevée.

Mais l'insécurité pèse lourd dans la bataille de la relance. Cette insécurité menace l'avenir de l'agriculture nigériane, un des principaux piliers de l'économie. Le secteur agricole a enregistré, au second trimestre 2021, sa plus faible croissance depuis 2018. C'est la conséquence de l'aggravation de l'insécurité qui contraint de nombreux agriculteurs à abandonner leurs exploitations. La baisse de l'offre agricole conduit à l'augmentation des prix des denrées sur les marchés et menace à plus ou moins long terme les revenus des producteurs et la sécurité alimentaire du pays.

Trouver des ressources

Dans un courrier envoyé aux parlementaires, le président nigérian a détaillé les plans du gouvernement pour financer divers projets via de la dette souveraine levée auprès de la Banque mondiale, de la branche import-export de Bank of China ainsi qu'auprès d'autres institutions financières mondiales. « Face aux besoins qui émergent et afin de s'assurer que ces projets cruciaux sont approuvés [...], je vous envoie ici un addendum au plan d'emprunt proposé », explique le courrier. Muhammadu Buhari demande au Parlement de prendre en considération cette nouvelle demande dans le cadre du plan d'emprunt 2018-2021, afin de réaliser des projets nationaux et régionaux. Début septembre, le Nigeria a annoncé qu'il lèverait trois milliards de dollars via l'émission d'eurobonds en vue de financer son déficit 2021. Le ministre des Finances, Zainab Ahmed, a confirmé les plans du gouvernement visant à financer 50 % du déficit de cette année par de l'emprunt extérieur, l'autre moitié étant financée localement.



Actualité à surveiller



Quand la philanthropie danse avec la COVID-19

La Presse - 2021-09-09

Par: Marc Tison

https://www.lapresse.ca/affaires/2021-09-09/quand-la-philanthropie-danse-avec-la-covid-19.php

La saison philanthropique la plus active de l'année reprend sous les sombres auspices d'une quatrième vague. Comme d'autres, la Fondation de l'Institut de cardiologie de Montréal a dû redoubler de créativité et de persévérance pour recueillir des dons en dépit du confinement et des mesures sanitaires. Résultat : une année record.

Son Grand Bal des Vins-Cœurs se tient ce jeudi de façon virtuelle. Mais en juin dernier, la Fondation ne savait pas encore sur quel pied danser. Renouerait-elle avec la longue tradition d'un bal en grande tenue ?

« On avait une date butoir, on a décidé de le tenir virtuellement, de ne pas prendre le risque que le fameux variant se développe trop. Malheureusement, c'était une bonne décision », constate Alain Gignac, président-directeur général de la Fondation de l'Institut de cardiologie (et par ailleurs président du conseil d'administration de La Presse).

Les quelque 450 convives feront tapisserie à la maison pour participer à distance à un évènement animé par l'actrice Julie du Page. En dégustant le repas gastronomique élaboré par le chef Baptiste Peupion qui leur sera livré à domicile, ils assisteront notamment à une présentation du chercheur Jean-Claude Tardif et à des prestations du Cirque du Soleil et de Florence K.

« Le Bal des Vins-Cœurs, c'est un plateau de tournage, ni plus ni moins », résume Alain Gignac. Sous sa forme traditionnelle, le Bal des Vins-Cœurs recueille bon an, mal an quelque 1,5 million de dollars, avec des pics à 1,7 million.

« L'an dernier, on a eu de très petits revenus, mais cette année, on ne sera pas loin de 1 million de dollars, je pense. Ca a très, très bien fonctionné », se réjouit-il.

L'évènement ouvre la saison la plus active de la philanthropie, qui s'étend de septembre à décembre, durant laquelle la plupart des fondations recueillent de 50 à 60 % de leurs dons. Comme la précédente, celle-ci sera rythmée par la pandémie.

Année financière pandémique

La dernière année financière de la Fondation de l'Institut de cardiologie de Montréal s'est terminée le 31 mars, marquée d'un bout à l'autre par la COVID-19.

« Depuis un an et demi, avec la COVID, tout le monde est un peu sur le bout des orteils. »

Posture difficile dans la grande valse de la sollicitation philanthropique.

« Chaque mois, on rectifie et on corrige nos plans, selon les règles sanitaires. »



Le recrutement de grands donateurs, d'ordinaire source de rapprochement et de socialisation, est devenu un exercice désincarné.

- « On n'a pas fait de rencontre en personne depuis le début de la pandémie », déplore Alain Gignac.
- « Ce n'est jamais aussi intéressant d'expliquer un projet de recherche avec un PowerPoint dans une rencontre virtuelle. On est toujours limité dans le temps et il y a très peu d'interrelations personnelles. »

Se tenir debout

Traditionnellement, le Bal des Vins-Cœurs constituait le plus important véhicule philanthropique de la Fondation.

Sa transformation de carrosse en citrouille, à l'automne 2020, a durement frappé l'organisme.

À partir de là, on s'est dit :

"De deux choses l'une : ou on se plante, ou on se tient debout." On a décidé d'essayer de se tenir debout.

Alain Gignac, président-directeur général de la Fondation de l'Institut de cardiologie de Montréal Debout pour danser avec les chercheurs, d'une certaine manière. La Fondation a décidé de lancer des campagnes spécifiques à certains projets de recherche. Ce fut d'abord le cas de l'étude internationale COLCORONA, menée par le Dr Jean-Claude Tardif, directeur du Centre de recherche de l'Institut de cardiologie, pour évaluer l'efficacité de la colchicine dans la prévention du syndrome de détresse respiratoire aiguë chez les patients atteints de la COVID-19.

- « On a développé des campagnes spécifiques de recrutement pour financer cette recherche et au bout du compte, on a eu un très, très grand succès, ce qui nous a permis de combler les manques à gagner qu'on avait anticipés au début de la pandémie. » Année record
- « Heureusement qu'on est allés dans le secteur de la recherche, parce que sinon, on aurait passé un joyeux mauvais quart d'heure », s'exclame Alain Gignac.

À tel point que les dons et collectes de fonds ont permis de réunir la somme record de 24 millions en 2020-2021, en hausse de 27 % par rapport à 2019-2020.

« C'est un peu nouveau, pourrait-on dire humblement, qu'une fondation s'implique à ce niveaulà dans la recherche », souligne le président de l'organisme.

Les campagnes orientées vers les projets de recherche vont se poursuivre, COVID-19 ou pas. « Clairement », dit-il.

« En essayant d'établir une espèce de dialogue entre les chercheurs et les donateurs, ça nous permet d'identifier les vrais grands chantiers, les vrais enjeux qui vont nous aider à trouver des solutions qui auront des impacts sur des millions de personnes. »